

## DÉBAT

### **Thierry de Montbrial, fondateur et président de l'Ifri et de la WPC**

Je vous remercie pour cet exposé sur le Rwanda et les problèmes du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, qui sont tout à fait majeurs et intéressants. Il nous reste environ 14 minutes, que nous consacrerons aux questions de l'audience, qui semblent nombreuses. Commençons avec Michel Foucher, géopoliticien français renommé.

### **Michel Foucher, membre du Conseil d'orientation du Cycle des hautes études européennes, ancien ambassadeur de France en Lettonie**

Je souhaitais poser deux questions aux deux premiers orateurs. Les pays du Sahel sont certes peu densément peuplés à l'échelle nationale, certaines régions le sont cependant. Je pense au delta intérieur du Niger au Mali, à la bordure du Niger, au pays Mossi. Vous n'avez pas eu le temps d'évoquer les questions foncières. Pour reprendre le concept du ministre Manasseh, considérez-vous que les tensions foncières sont des causes racines des tensions politiques ?

Mon général, une question qui n'est pas malicieuse : dans certains pays, les forces armées que nous formons parfois en France, aux États-Unis, ou même à Moscou dans le cas de Bamako, hésitent souvent entre la prise du pouvoir et le rétablissement de la sécurité. Je parle très franchement. Quelle est votre analyse de ces coups d'État à répétition dans certains pays, évidemment pas le vôtre ?

### **Thierry de Montbrial**

Merci. Je pense qu'il est préférable de prendre trois ou quatre questions, ce qui vous donnera le temps de réfléchir aux réponses. Je vais prendre les questions de Cheikh Tidiane Gadio et ensuite, Christine Desouches.

### **Cheikh Tidiane Gadio, président de l'Institut panafricain de stratégies, Paix-Sécurité-Gouvernance, envoyé spécial de l'OIF, ancien ministre des Affaires étrangères du Sénégal**

Merci. Je tiens tout d'abord à féliciter la conférence de ce panel. L'Afrique est placée centralement dans la conférence, ce qui est une très bonne chose. Auparavant, nous avions des workshops, nous avons désormais des plénières en plus. Nous sommes donc bien servis. Le temps est limité, je ne peux donc pas exprimer ce que je souhaiterais et je m'astreindrais à poser des questions. J'ai une grande préoccupation au vu de la remise en cause d'un paradigme que tous les Africains avaient accepté : la sécurité précède le développement et la sécurité à son tour sert le développement. On tente aujourd'hui une déconnexion pour nous faire croire qu'en réalité, en tant que gouvernement africain, le fait que nous n'ayons pas fait notre travail pour développer les zones rurales et les régions a attiré les terroristes. Selon

moi, ce paradigme est inacceptable et va nous renvoyer la responsabilité de ce qui nous arrive qui vient du Moyen-Orient, de la crise libyenne. Depuis 50 ans, nous étions dans les mêmes conditions de pauvreté et n'avions pas de terrorisme en Afrique.

Que s'est-il passé pour que ces dix dernières années le terrorisme ait décidé de déplacer ses opérations et son épicerie vers l'Afrique ? Eux aussi ont analysé et compris que l'Afrique « était à prendre ». Ils viennent donc prendre leur part d'Afrique. Un des grands responsables de cette situation est le leadership africain ; il faut dire la vérité. Pour quelles raisons nos dirigeants refusent-ils la mutualisation ? Lorsque nous mettons en place le G5 Sahel, pourquoi certains pays sont-ils exclus ? Le Sénégal n'était pas invité en effet, la Côte d'Ivoire, l'Algérie, le Maroc et même le Cameroun ne l'étaient pas, ou encore le Nigéria, la première puissance économique, qui a décompté 40 000 victimes de Boko Haram. Nous nous interrogeons : la vie des Africains a-t-elle une importance aux yeux de la communauté internationale ?

Lorsque le conflit en Ukraine a débuté, vous avez pu voir le déferlement de mobilisations et d'aides. Nous sommes solidaires de l'Ukraine, il n'existe aucun débat à ce propos. Toutefois, si nous avons un dixième de ce qui a été fait pour l'Ukraine, nos États auraient peut-être pris leurs responsabilités. En outre, même quand la Cedeao prend une bonne décision, le fait de mettre en place une force régionale africaine, elle s'empresse d'ajouter que c'est contre les coups d'État, ce qui me désole. Les personnes vont encore penser que les syndicats du chef d'État veulent encore se défendre en demandant une protection contre les coups d'État. Un ensemble de problèmes demeure, et nous n'avons pas le temps de tout énoncer, par rapport au développement ou à l'agriculture qui est la priorité ; 600 millions d'Africains n'ont pas d'électricité. On continue de tout mélanger en créant des paradigmes confus. Ce peuple qui n'a pas de souveraineté alimentaire : quand les enfants ne mangent pas, ils ne peuvent pas aller à l'école. Ils ne savent même pas comment écouter les maîtres dans les classes. Les Africains ont faim alors qu'ils ont le continent potentiellement le plus riche du monde en matière d'agriculture et de ressources. Je pense que tous ces éléments doivent être revus. D'autres questions pourraient être discutées, peut-être aurons-nous la chance de le faire dans le cadre de notre workshop, et je vous invite tous à venir. Nous n'y évoquerons pas uniquement les problèmes en effet, et soulèverons des solutions. Merci.

### **Thierry de Montbrial**

Merci. Je souhaiterais ajouter deux questions que vous traiterez dans l'atelier : le rejet de la France dans l'Afrique de l'Ouest et l'apport de nos amis russes après le début de la guerre en Ukraine. Je pourrai d'ailleurs y répondre en partie, ce fait complique toutefois le contexte. Christine Desouches, je passerai ensuite la parole à Mohamed Laïchoubi qui a été mentionné précédemment, ancien ministre des Affaires étrangères algérien. Mohamed, pour que tu te prépares, je te demande seulement d'être bref.

### **Christine Desouches, maître de conférences honoraire de l'université Paris I Panthéon-Sorbonne, experte-consultante auprès d'organisations internationales et membre du Conseil stratégique de l'Ifri**

Merci beaucoup, monsieur le modérateur et messieurs les panélistes. Nous ne pouvons que nous féliciter de cet exercice, comme l'a dit le ministre Gadio, c'est la première fois et nous en

sommes vraiment ravis. Je pense que les suivis seront importants pour les uns et pour les autres.

La question sur laquelle je voulais revenir a été évoquée. Il est vrai que la Cedeao vient de créer cette fameuse force autonome contre le terrorisme et les coups d'État. Le général Béhanzin pourrait nous en parler rapidement, ou en tout cas de façon plus substantielle, mais de façon plus générale au niveau de l'Afrique. Cette fameuse force en attente qui existe depuis si longtemps devrait normalement être une force significative non pas pour connaître les causes des conflits, et c'est bien la priorité, mais afin de participer et peut-être de coordonner en cas de problèmes. Où se situe ce projet en attente ?

### **Thierry de Montbrial**

Merci. Mohamed.

### **Mohamed Laïchoubi, ambassadeur d'Algérie**

Merci. Je tiens tout d'abord à préciser que je suis effectivement ancien ministre, mais pas des Affaires étrangères. Ceci étant, je vous remercie de ces excellentes interventions, mais surtout des espaces que Thierry promeut de façon inlassable. Il a cette conviction que pour ma part j'estime et respecte. J'ai la particularité d'avoir été le médiateur de l'Azawad, dans le conflit du nord du Niger et du nord du Mali, pas uniquement le médiateur, mais également corédacteur des deux accords quadripartites et de l'accord de Tamanrasset. Je remercie l'intervention du général et rappellerai en premier lieu l'itinéraire du terrorisme. L'Algérie en sait quelque chose, elle en a hérité de l'Afghanistan, une autre partie de la Libye. Finalement, dans un de mes ouvrages, je mets en évidence ce que je nomme l'effet ciseau pour des pays comme les nôtres d'une manière globale. Ainsi, le premier coup de lame se rapporte à des dysfonctionnements internes, la marginalisation des populations qui donne une fragilité de la gouvernance, je ne rentrerai pas dans le détail. Le deuxième coup de lame est les interférences et donc les convoitises des grandes puissances. Quand j'étais le médiateur, vous l'avez évoqué et je vous en remercie, l'Azawad, les contestations sociales, les grands problèmes classiques entre les zones étaient d'une dimension quasiment interne. Un virage majeur a ensuite surgi avec des acteurs, et je ne rentrerai pas non plus dans le détail, bien que tout le monde le devine. Il s'agit peut-être de la seule zone où il est possible d'observer les rivalités, l'évolution des compétitions et de faire des thèses sur la présence des grands acteurs, l'Inde, la Chine, la Russie, les grandes puissances occidentales, etc.

Selon vous, quel est l'impact des compétitions géopolitiques des grands acteurs dans la zone ? Tout comme mon prédécesseur l'a fait, rappelons que la zone est certes peu peuplée, mais fait état d'un très fort taux de natalité. La projection d'ici à 2050 vise 1,2 milliard de personnes quand l'Europe en aura 400 millions environ, et le Nigéria à lui seul en comptera 400 millions.

Par ailleurs, nous relevons une présence du capital dans ces zones. Très souvent, le capital étranger est attiré, mais d'autres sont décriés. Quelle est la relation dans la gouvernance, sa capacité d'autonomie et du capital ? Ce capital a-t-il une réaction moderne et a-t-il laissé des impacts sur les économies du Sahel ou bien le capital lui-même doit-il être interrogé sur ce qu'il a fait dans cette zone ? Je parle du capital étranger, international. Je vous remercie.

**Thierry de Montbrial**

Merci, Mohamed. Je me retrouve devant une situation impossible : cette session a trop de succès. Je vais donc passer la parole à Estelle, car on pourrait me reprocher de ne pas traiter suffisamment bien les femmes. Je ne veux pas être accusé de ce péché. Je demanderai ensuite à chacun de vous de soulever en une minute le point le plus important, même si c'est frustrant, que vous retirez des questions qui ont été posées. Je vous propose enfin de reporter la suite de cette discussion à l'atelier sur l'Afrique qui, je pense, sera très animé. J'entends du reste qu'il nous faut développer la partie africaine, ce que nous ferons lors des prochaines éditions.

**Estelle Youssouffa, députée à l'Assemblée nationale française**

Merci, monsieur de Montbrial. Je suis députée de Mayotte qui est un territoire français à 500 km de Cabo Delgado dans le canal du Mozambique. Je tiens à remercier le ministre Manasseh, et surtout saluer l'action du Rwanda. L'année dernière, vous aviez invité le président Kagame qui nous avait parlé de l'opération rwandaise dans le canal du Mozambique. La situation est effectivement stabilisée. Nous, qui vivons à 500 km de ce foyer de Daesh, nous vous en remercions.

Monsieur le ministre, ma question est simple : vous avez parlé des causes profondes de la déstabilisation au Mozambique. Quel est votre diagnostic à ce sujet ? Voyez-vous cette stabilisation à moyen et à long terme, durable ? C'est pour nous une préoccupation importante, de même que pour Total. Dans la commission des affaires étrangères, j'ai défendu à l'Assemblée l'investissement de Total dans le canal du Mozambique. La prospérité économique est indispensable, me semble-t-il, pour lutter contre une des causes du terrorisme : la pauvreté. Je vous remercie.

**Thierry de Montbrial**

Merci infiniment. Je n'ai malheureusement pas d'autres choix que celui de procéder ainsi que j'ai pu le proposer. Prenons les réponses dans l'ordre inverse. Je vais commencer par monsieur le ministre Manasseh.

**Nshuti Manasseh, ministre d'État aux Affaires étrangères et à la Coopération internationale chargé de la Communauté d'Afrique de l'Est du Rwanda**

Thank you very much for your compliment. I think, as I said shortly, we do not define these problems from a military point of view, taking guns to address the problem. We need to address the root of the problem and, as I mentioned shortly, one of the causes is a bad development of the area from which terrorists sometimes take advantage. But, having said that, the issue of the government providing the services I mentioned to the people is very important. In the case of Mozambique, I think they were taken by surprise – and let me use that word – when they found out about these terrorists who roam around the region because when they asked us to come in 2021 we first had a look at what was happening in Mozambique. We had to do our homework back home. We actually found out that there was an axis of terrorists right from up our continent to Somalia and down to Mozambique, so there was a huge axis, and the financing was not even from Africa. When we took over their computers and literature, we found out it was more complicated than we thought before. Financing was not African but came from external parties,

of course through institutions in Africa, so it was more complicated than we thought but we have learnt all this as a country, and we are working together with the SADC and the Mozambican forces who are putting forces to try and sort out the problem. But let me put it this way: as we address the problem of security we need to address the problem of economy – social economic development in particular. If we can address that, then we can hope that that problem will disappear, but it will not work if the intervention is not sustainable: if people go back home now, what will they go home to? This is what the international community must help us with, part of this country has been devastated: no schools, no hospitals, no roads, nothing. So, we need to address this problem as well as we address the security problem and I think it goes beyond Rwanda, Mozambique and others to try to address the problem. This is my intervention.

### **Thierry de Montbrial**

Thank you very much. Le général Béhanzin. C'est frustrant, car vous n'avez qu'une minute.

**Général Francis A. Béhanzin, président co-fondateur du Réseau mondial des professionnels de sécurité et de défense pour la prévention et la lutte contre le terrorisme, ancien commissaire aux affaires politiques, à la sécurité et à la paix de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)**

Merci. Donnez-m'en deux, c'est important, puisque vous affirmez que le panel est très intéressant.

### **Thierry de Montbrial**

Une et demie.

### **Général Francis A. Béhanzin**

Merci beaucoup. Je pense que le monde devient de plus en plus effrayant, ce qui a déjà pu être dit ce matin, parce que l'audace du terrorisme n'a pas de limite.

Je souhaiterais emprunter une phrase d'Albert Einstein « Ce ne sont pas ceux qui font le mal qui rendent le mal insupportable, mais ceux qui regardent et laissent faire. ». Je ferai une petite digression sur l'Ukraine dont nous avons parlé ce matin. Après la fin de la guerre de l'Ukraine, le terrorisme envahira l'Europe entière, car aujourd'hui, de nombreuses armes sont convoyées vers l'Ukraine et l'intelligence au service du mal évolue autant que nous-mêmes, les hommes honnêtes, le faisons. J'ai parlé d'appuis aériens, j'ai parlé du conseil de sécurité des nations. La question de la gouvernance mondiale se pose en matière de sécurité et de paix dans le monde. Notez qu'à eux seuls, les États-Unis réunissent 54 % de puissance aérienne militaire. Nous avons l'appui aérien qu'il faut, le renseignement qu'il faut. Les forces africaines militaires sont capables d'arrêter le terrorisme.

Vous avez souligné qu'il fallait commencer par l'Afrique. L'Égypte fait partie des puissances militaires aériennes. Vous l'avez affirmé ce matin, le monde doit choisir entre solidarité franche et réaliste à court terme pour endiguer le terrorisme ou laisser l'hydre terroriste continuer à menacer la paix et la sécurité mondiales en exploitant la précarité et l'extrême pauvreté des pays du Sahel. Nous en avons besoin : le plan d'action de lutte que la Cedeao a mis en place pour lutter contre le terrorisme est très holistique. Ma modeste personne a réuni tous les chefs

d'état-major des 15 États membres de la Cedeao en plus de la Mauritanie et du Tchad, tous les responsables des agences nationales de renseignement, les directeurs généraux de police, la société civile, les femmes, les chefs religieux pour élaborer ce plan d'action de lutte, pour un budget estimé à 2,3 milliards de dollars US. Imaginez-vous qu'avec la guerre de l'Ukraine, nous sommes à plus de 40 milliards déversés vers l'Ukraine. Au niveau de la zone ouest africaine, nous n'avons pas encore pu réunir les 2,3 milliards de dollars US. Je voudrais plaider pour ce financement. De nombreuses personnes ont parlé du G5 Sahel ; c'est identique. On ne peut pas lier ou délier le développement et la sécurité. Aujourd'hui, tous les investissements en cours de réalisation peuvent être anéantis en moins d'un quart d'heure parce qu'il suffit d'un demi-litre d'essence au bord de toutes les voies des pays africains et une boîte d'allumettes, et c'est terminé.

Monsieur le président, je voudrais vous prier de revoir la question du terrorisme et des analyses stratégiques qui nous permettent de l'endiguer. Si nous ne l'endiguons pas avec une impérieuse nécessité de coordination que vous indiquez à plus d'une vingtaine de stratégies pour le Sahel, quels sont les agendas derrière ? Personne ne le sait. Vous avez parlé d'un sentiment antifrançais. J'ai pour ma part parcouru toute l'Afrique de l'Ouest. Je ne pense pas que ce soit un sentiment antifrançais, mais de l'exaspération de la population par rapport à leur élite politique. Ce sont les hommes politiques qui provoquent les coups d'État qui surviennent par les militaires. Je me trouvais au Mali avec les acteurs politiques et nous étions sur le point de trouver la solution idoine nécessaire. Or, les politiciens intransigeants nous ont empêchés d'avancer. Les militaires sont ensuite entrés sur la scène politique. Vous devez vous souvenir que depuis 1990, avec le discours de La Baule, une relative gouvernance démocratique se meurt au niveau de l'Afrique de l'Ouest. Ces deux dernières années, tout a été gâché à cause de la question du terrorisme qui est née du fait du déferlement du terrorisme de la Libye, peut-être mal pensé, qui n'a pas eu le « service après-vente ». Et nous voilà là aujourd'hui.

Monsieur le président, la force en attente de la Cedeao était sous ma responsabilité et a deux missions importantes : les opérations de maintien de la paix dans la sous-région, et vous devez nous féliciter parce qu'en Afrique de l'Ouest, depuis un certain moment, pour la bonne gouvernance démocratique, les militaires de la force en attente vont sur le terrain, parfois avec les budgets de nos États et l'aide de l'Union européenne, soit dit en passant. La deuxième mission est bien la lutte contre le crime organisé. Pour lutter contre le crime organisé, il faut avoir les moyens nécessaires. Je vais m'en arrêter là pour ne pas vous effaroucher puisque je m'exprime depuis dix minutes.

### **Thierry de Montbrial**

Il est plus difficile de m'effaroucher ! Je vous remercie vivement, ces remarques sont d'une très grande importance. Il sera nécessaire de développer tous ces sujets, hélas ! nous aurons à les développer. Monsieur Tchibozo.

### **Alain Tchibozo, économiste en chef de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD)**

Je retiens une convergence de vue sur la nécessité de mieux se coordonner, je l'ai bien compris. Il est majeur de le souligner, pas uniquement sur les questions de sécurité, mais aussi sur les questions du développement. Je le précise car j'ai déjà entendu dire qu'il existait une

sorte de concurrence entre la Banque mondiale, les banques de développement, les DFI. Si les moyens de tous étaient mieux coordonnés, la capacité d'action pour apporter des remèdes et pour apporter des solutions aux problèmes de développement notamment dans le Sahel serait décuplée. C'est à mon sens une des pistes de réflexion majeure : une meilleure coordination de toutes les ressources, car les ressources existent.

### **Thierry de Montbrial**

Merci infiniment. Monsieur le ministre d'État Wadagni.

### **Romuald Wadagni, ministre d'État chargé de l'Économie et des Finances du Bénin**

Merci beaucoup, j'aurais tellement voulu répondre à de nombreux points qui ont été soulevés. Vous avez posé une question fondamentale sur le foncier. Vous avez pointé un élément très important. Dans le Sahel, une part importante des populations fait du pastoralisme ; ils font de l'élevage et vont d'un pays à un autre. C'est un véritable enjeu. Le foncier est une des causes importantes des difficultés existantes sur ces questions. Au reste, d'une façon globale, je souhaiterais que chacun ait conscience que les questions de sécurité et de développement au Sahel sont des questions dont les conséquences vont tous nous concerner si nous ne les adressons pas, quel que soit l'endroit où nous nous trouvons à l'échelle mondiale. Si les terroristes atteignaient la côte chez nous, ils pourraient facilement aller en Amérique ou en Europe. Plus la situation sécuritaire et plus la situation de sous-développement s'aggravent, plus nous aurons de l'immigration. Ces aspects peuvent sembler loin de nous, mais ce problème viendra devant nous si nous ne le prenons pas à bras le corps et si nous ne le réglons pas au niveau de la gouvernance mondiale.

Je suis ministre des Finances ; j'essaie d'acheter un vecteur aérien depuis sept mois pour mon armée, pour anticiper. Je n'y arrive pas. Je ne demande pas de l'aide, je veux le payer. Or, parce que la guerre en Ukraine a lieu, il est impossible d'acheter un vecteur aérien. Des nations en ont des milliers. Avec un vecteur, nous pourrions couvrir la zone. Nous avons une bande de 25 km sur laquelle ils opèrent. C'est une fois qu'ils attaquent que nous réagissons. Nous avons les moyens de payer ce vecteur aérien, mais on ne peut pas me les vendre : tout est concentré sur l'Ukraine. Il a été précisé qu'à la fin du conflit en Ukraine, d'autres sujets ressortiront. Si nous ne stoppons pas ceux qui sont en train de se renforcer dans le Sahel, ils viendront. Les questions de sous-développement et de sécurité sont liées et représentent des problèmes pour nous tous. Lorsque nous avons appris la survenance du changement climatique, nous avons organisé des Cop, avec plus ou moins de succès. Cette question pourrait de même être prise et traitée de façon ferme, nous avons les capacités de le faire. Je n'ai pas voulu entrer dans les détails, mais je me bats tous les jours pour avoir de l'équipement. Nous ne savons malheureusement pas en fabriquer, et même lorsque nous avons la volonté et les moyens, on ne veut pas me les donner, pas même des drones.

### **Thierry de Montbrial**

Merci infiniment. Nous avons pris un peu de retard à la suite également d'un peu de retard d'ailleurs. Cette session était très importante. Nous traitons de ces sujets d'une manière réaliste pour la première fois au sein de la World Policy Conference. Je vous promets que nous leur accorderons encore plus d'importance lors des prochaines éditions, en faisant davantage le



lien entre les problèmes de l'Afrique et des problématiques plus mondiales comme vous l'avez dit. Les questions de type ukrainien peuvent également se retrouver en Afrique avec des portées mondiales d'importance comparable si nous allons au fondement de ces questions.

Merci infiniment, c'était extrêmement stimulant, un peu frustrant pour les orateurs qui n'ont pas parlé autant qu'ils auraient voulu, ceux qui souhaitent poser des questions et qui n'ont pas pu le faire, et pour moi qui par définition accumule les frustrations au cours d'une conférence de ce genre. Le frustré en chef vous remercie tous.